



Le 23 mars 2021,

Monsieur le Premier ministre

Alors que la situation épidémique continue de se détériorer, que 16 départements connaissent un nouveau confinement, que d'autres sont en situation critique, nos organisations, Sgen-CFDT, SNALC UNSA Éducation, appellent le gouvernement à réviser sa politique vaccinale pour permettre à l'École de rester ouverte.

Maintenir la scolarisation des élèves ne peut pas être qu'un affichage. Les absences chez les personnels se multiplient parce qu'ils sont cas contacts, parce qu'ils sont symptomatiques et se font tester, et pour nombre d'entre eux parce qu'ils sont positifs. Cela conduit d'une part, à des réorganisations incessantes de l'accueil des élèves qui obligent à des brassages en contrevenant au protocole sanitaire et épuisent les personnels et d'autre part, à ce que l'inquiétude grandisse dans la communauté scolaire.

Pour que l'École puisse tenir, nos organisations demandent, qu'après les soignant·es et les personnes vulnérables, avec d'autres catégories de travailleurs et de travailleuses, les personnels des écoles et établissements scolaires bénéficient d'un accès prioritaire à la vaccination.

Afin de lever les freins à la vaccination, nous demandons également la suspension du jour de carence en cas d'arrêt-maladie occasionné par des effets indésirables dus au vaccin.

Enfin nous demandons que les tests RT-PCR effectués dans le cadre d'une campagne organisée par le ministère de l'Éducation nationale soient entièrement gratuits pour les agent·es. Le fait de laisser un euro au titre de la participation forfaitaire à la charge des personnes testées n'est pas acceptable.

Veillez croire, monsieur le Premier ministre en notre engagement pour l'École publique.

Catherine NAVE-BEKHTI
Secrétaire générale
du SGEN-CFDT

Jean-Rémi GIRARD
Président du SNALC

Frédéric MARCHAND,
Secrétaire général
de l'UNSA Éducation